CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

L'ACADÉMISME RADICAL OU LE MONOLOGUE SOCIOLOGIQUE

Avec qui parlent les sociologues ?

Didier Lapeyronnie

Editions Technip & Ophrys | « Revue française de sociologie »

2004/4 Vol. 45 | pages 621 à 651

ISSN 0035-2969
ISBN 2708010964

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2004-4-page-621.htm

Pour citer cet article :

Didier Lapeyronnie, « L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues ? », *Revue française de sociologie* 2004/4 (Vol. 45), p. 621-651.
DOI 10.3917/rfs.454.0621

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Technip & Ophrys.
© Editions Technip & Ophrys. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.

L'académisme radical ou le monologue sociologique

Avec qui parlent les sociologues ?

Ophrys | *Revue française de sociologie*

2004/4 - Volume 45

pages 621 à 651

ISSN 0035-2969

Article disponible en ligne à l'adresse:

http://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2004-4-page-621.htm

---

Pour citer cet article :

"L'académisme radical ou le monologue sociologique" Avec qui parlent les sociologues ?, *Revue française de sociologie*, 2004/4 Volume 45, p. 621-651.

Distribution électronique Cairn.info pour Ophrys.

© Ophrys. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

R. franç. sociol., 45-4, 2004, 621-651

Didier LAPEYRONNIE

L'académisme radical ou le monologue sociologique Avec qui parlent les sociologues ?

RÉSUMÉ

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, s'est développé en France, avec grand succès, un courant de la sociologie « l'académisme radical ». Il repose sur l'identification du sociologue à une « objectivité » externe à la société (incarnée par l'institution) et conduit à une sorte d'élitisme : seule l'élite des « savants » accède à la lucidité qu'offrent la théorie et les valeurs universelles. Il échappe aux déterminismes sociaux qu'il peut repérer chez les autres. Il est ainsi conduit à monologuer et à ériger son « moi » en point d'articulation de la science et de la politique. Il peut donc « montrer » aux dominés la véritable signification de leur action. Cette position, outre les bénéfices qu'elle permet, rencontre l'expérience sociale « d'intellos-précaires » qui peuvent de la sorte mettre sur un même plan leur « misère » et la « souffrance » des plus démunis et universaliser leurs intérêts. L'académisme radical se prolonge dans une vive hostilité à la démocratie et trouve une forte correspondance dans le mélange d'auto-apitoiement et de distance critique qui caractérise l'idéologie des classes moyennes. Sur le plan politique, il exprime très directement la mainmise de ces classes moyennes sur l'univers revendicatif et leur capacité d'affaiblir les défenses des classes populaires.

S'interroger sur la sociologie et sa pratique est une constante dans l'activité des sociologues. Il y a une trentaine d'années, Robert Merton faisait observer que la sociologie a été « en crise » tout au long de son histoire et que chaque génération de sociologues a pensé que son époque était décisive pour le développement de la discipline. Il ajoutait d'ailleurs, avec humour, que les sociologues ont une forte tendance à prescrire un médicament unique pour soigner la crise : « Voyez les choses comme moi et faites comme moi ! » (Merton, 1976). Chaque sociologue, en fonction de son contexte intellectuel et social, des courants ou du courant auquel il appartient, raconte une histoire et met en scène des positions et des débats à partir de « son » point de vue. Ce sentiment de « crise » de la sociologie provient de l'impression récurrente, à toutes les époques aussi, que la sociologie disponible n'est guère à même de rendre compte de façon satisfaisante des évolutions culturelles et des questions sociales de l'heure. Gouldner (1970), par exemple, à la fin des années soixante, dénonçait les théoriciens qui élaboraient leurs systèmes avec du coton dans les oreilles, sourds aux clameurs portées par les mouvements

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

sociaux et par les émeutes raciales et urbaines. Il en appelait à une sociologie réflexive dans laquelle on n'oublierait pas que le sociologue appartient à une société et qu'il y joue un rôle social. La sociologie ne saurait être pratiquée et comprise (mais c'est une banalité) en dehors de son contexte historique et social. Certes. Il reste que l'association de la réflexivité prônée par Gouldner et du remède moqué par Merton produit la tendance la plus courante chez les sociologues, celle de soumettre les « autres » à leur réflexivité et de rattacher leur travail ou leur sociologie à un contexte social auquel eux, comme par miracle, échapperaient, ce qui prouverait, évidemment, qu'ils ont bien raison et que leur position est la plus juste scientifiquement et politiquement. L'objectivation du sujet de l'objectivation permet d'avoir le dernier mot, la « sociologie de l'autre » étant ramenée à son « contexte », libérant ainsi la sienne propre. La réflexivité (« *l'auto-socioanalyse* ») tant vantée et la lucidité tant revendiquée débouchent alors bien facilement sur le récit enchanté et apologétique du « moi » combiné au mépris affiché pour les « autres » qu'il s'agit explicitement « *d'empêcher de faire de la sociologie* » voire de « *faire taire* ». La « réflexivité » alimente la « maladie professionnelle des milieux académiques » : le « manque de distance à soi » et une conception de l'action comme « fuite de soi » comme « mode décadent de l'amour de soi » (1).

Au sein de la sociologie française, depuis le début des années quatre-vingt-dix, la revendication de la réflexivité, comme condition d'une « objectivité » scientifique supérieure, s'est combinée avec une affirmation politique radicale. Elle a conduit moins à imposer les conquêtes de la science dans l'espace public qu'à importer le « combat politique » dans l'espace scientifique conçu comme un espace de « lutte » pour le « monopole » de la « vérité ». Il s'est ainsi développé un « académisme radical » dont nous nous proposons de dégager la logique avant d'en chercher les fondements sociaux ainsi que les conséquences politiques et sociales.

La logique de l'académisme radical

Réflexivité, science et radicalisme politique

La version la plus répandue du « constructivisme social » est le dernier avatar académique de cette logique réflexive de « l'amour de soi ». Les recherches des autres y sont ramenées à la soumission au sens commun et surtout à leur contribution inavouée, et peut-être même ignorée, à l'idéologie dominante « néo-libérale » qui a envahi l'ensemble du monde social. L'étude des « pauvres » et des « inégalités », la mise en évidence de processus de « ségrégation », la logique d'exclusion au sein des établissements scolaires, pour prendre quelques exemples, y sont interprétées comme autant de « *cons-*

(1) Voir, sur ce thème, Maurice Merleau-Ponty (1955).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

tructions » « *semi-savantes* » destinées à justifier des réformes néo-libérales ou la mise en œuvre d'une modernisation destructrice par la dénégation des phénomènes de domination et d'appartenance de classes. Tout cela n'est d'ailleurs qu'une « *rhétorique du terrain* » opposée à la vraie science, politiquement juste, portée, elle, par une « *réflexivité* » sans faille et une « *neutralité axiologique* » évidemment rigoureuse qui n'appartiennent pas au monde des « *experts* » (et qui n'a évidemment pas besoin de terrain). En restant derrière son bureau et en assistant à quelques colloques, le sociologue radical est au contraire à l'abri de toutes ces constructions « *semi-savantes* » qui « *s'enorgueillissent d'être en symbiose avec le "point de vue" des acteurs* » produites par les « *sociologues-journalistes* » qui enquêtent (2).

Même, si elle ne prend pas un tour aussi caricatural, une partie de la sociologie, telle qu'elle se fait aujourd'hui en France, est de plus en plus marquée par ce « radicalisme académique ». Il repose sur une forte « dénégation du social » qui permet d'éviter tout « compromis » et de garder le bénéfice moral de la position prise en se dispensant nécessairement de contenu puisqu'il faut à la fois « juger » et dénoncer tout en échappant soi-même à l'emprise de la critique. Le savoir produit ou revendiqué est « critique » et non substantif. Il relève de la lecture et de l'interprétation des textes et non de la confrontation intellectuelle avec le monde social. Au fond, il est un prolongement de la traditionnelle « scolastique » : le travail en séminaire et la lecture critique des textes y sont conçus comme la matrice de la production de savoir scientifique et étendus à l'ensemble des procédures de recherche. La critique sociale se transforme en une critique des catégories et l'annexion de la première par la seconde amène à soupçonner toute forme de travail empirique. Toutes les catégories sont « dénoncées » comme négatives et idéologiques : même le terme de « pauvre » peut être considéré comme péjoratif (3). S'il ne se livre pas à ce travail de « *déconstruction* » et de « *réflexivité* » préalable, le sociologue est accusé de se soumettre au « *sens commun* » et de confondre la construction de l'objet sociologique avec un « problème social ». Il est alors condamné à succomber aux « *illusions du savoir immédiat* ». La conséquence

(2) Les titres et dates des textes relevant de la sociologie et de l'action militante sont indiqués en notes. Les références complètes de ces travaux figurent en Annexe. Pour les autres textes, les références sont regroupées dans la bibliographie générale. À titre d'exemple de cette littérature militante : Franck Poupeau, *Une sociologie d'État. L'école et ses experts en France* (2003) ; Sylvie Tissot, *Réformer les quartiers. Enquête sociologique sur une catégorie de l'action publique* (2002). On pourra aussi se reporter au site *Les Mots Sont Importants* (LMSI.net) animé par Sylvie Tissot et Pierre Tévanian pour d'autres exemples.

(3) Il y a quelques années, Michael B. Katz (1997) critiquait une telle dérive « scolastique » des sciences sociales : « Pity the social scientist. Touch any of his categories and they disolve into the dust of incoherence and ideology. In the study of urban poverty (itself a contested term I use with trepidation), it has befallen the able-bodied poor, the culture of poverty, the underclass and, at last, the ghetto. Attention to the social and cultural bases of language, not to mention an older sociology of knowledge, has exposed virtually all the categories of social science and history as social constructions, serving historically-specific purposes, embedded in contexts. No one at all thoughtful or moderately well-read can believe in them seriously as fixed, objective constructs which express some underlying order in the word. »

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

est de faire de la « théorie » la source d'une vérité objective, alors que l'expérience ou la parole des acteurs ne peuvent être conçues que comme des illusions, illusions destinées à être démenties par le « dévoilement » sociologique. « *Prendre pour point de départ des "débats de société" condamne ainsi à un conservatisme intellectuel et politique qui prend la forme d'un questionnement sans fin.* » (4). Pas plus que la critique savante, la réalité empirique ne saurait remettre en cause la théorie : l'expérience et les discours sont ramenés aux « dispositions » et à la structure sociale, variables-clés des comportements sociaux dont l'interprétation appartient au sociologue. La sociologie ne produit pas ici un savoir analytique à partir de la confrontation avec le monde social, savoir dont l'interprétation revient aux acteurs sociaux. Même quand elle repose sur de solides enquêtes empiriques, elle est revendiquée, au contraire, comme une entreprise objective possédant le monopole du sens des conduites, « *monopole de la vérité* » fondé sur la réflexivité du sociologue.

Il s'agit bien là d'un véritable idéalisme : ce sont les idées qui mènent le monde. Plus encore, la « théorie » elle-même détermine la vie sociale. « *L'impérialisme qui triomphe est un impérialisme culturel particulier, un impérialisme de la raison économique porté en premier lieu par les économistes et les politiques.* » (5). Les économistes se sont alliés aux hommes politiques pour construire une idéologie néo-libérale qui est aujourd'hui devenue « *la force agissante la plus puissante dans l'économie contemporaine* ». Cette alliance, qui a conduit à vider la gauche de tout contenu et à la convertir, elle-aussi, à un néo-libéralisme plus ou moins masqué, a été scellée sur les bancs de l'université : « *Économistes et acteurs politiques dirigeants sont deux fractions des classes dominantes pour lesquelles les stratégies scolaires et universitaires ont une importance décisive. Le savoir économique tient dans ces stratégies une place essentielle.* » (6). Il y a quelques années Pierre Bourdieu affirmait fortement lui aussi une telle position : « *[…] cette théorie (le néo-libéralisme) […] a aujourd'hui plus que jamais les moyens de se rendre vraie, empiriquement vérifiable […] Le discours néo-libéral est un discours fort […] qui a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de force qu'il contribue à faire tel qu'il est […] Au nom de ce programme scientifique de connaissance converti en programme politique d'action, s'accomplit un immense travail politique (dénié, puisqu'en apparence purement négatif) qui vise à créer les conditions de réalisation et de fonctionnement de la théorie […].* » (7). En conséquence, intellectuel ou sociologue radicaux prennent une importance centrale : la lutte contre le capitalisme n'est plus l'attribut des classes sociales ou des mouvements sociaux, elle se transforme en une « lutte » intellectuelle contre l'idéologie néo-libérale.

(4) J. Duval *et al., Le décembre des intellectuels français* (1998).

(5) Frédéric Lebaron, *Le savant, le politique et la mondialisation* (2003).

(6) Frédéric Lebaron (*op. cit.*).

(7) Pierre Bourdieu, « Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites » (1998). Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, « La nouvelle vulgate planétaire » (2000).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

C'est pourquoi la « *construction sociologique* » de la « *construction sociale* » du « sens commun » ne s'embarrasse guère de détails « *empiriques* » : la même observation est lue comme une contribution essentielle à l'avancée de la science et à la défense des « opprimés » ou, au contraire, comme une affirmation « *semi-savante* » destinée à échanger une marchandise idéologique frelatée contre de la reconnaissance médiatique ou une carrière. Tout dépend, au fond, de qui l'énonce. Soit, il s'agit d'un savant appartenant au monde des « vrais scientifiques » pratiquant une « réflexivité » sans concession, soit, il s'agit d'un individu travaillant à la soumission de la recherche aux intérêts financiers et idéologiques du pouvoir. Ainsi, récemment, l'*American journal of sociology* a publié une longue polémique opposant le sociologue Loïc Wacquant à trois anthropologues dont les travaux empiriques montreraient, d'après lui, la très forte régression de la sociologie américaine et surtout son lien et sa soumission à la construction d'un « *État néo-libéral* » et d'un « *complexe carcéral et punitif* » destiné à gérer les pauvres (8). Après avoir « *dévoilé l'inconscient néo-libéral* » de ces sociologues et reproché à Anderson d'interpréter les conduites des jeunes noirs du ghetto par l'anomie, il avance sa propre explication en termes de disjonction entre les structures sociales et les structures mentales des individus, structures mentales issues du monde « chaotique de la rue » qu'elles reproduisent même dans des environnements différents. Il en résulte un habitus cassé (*broken habitus*) conséquence de l'immersion dans un univers « entropique » et dans l'instabilité sociale. Autrement dit, comme le souligne Elijah Anderson, le ghetto n'est pas désorganisé, il est organisé selon des principes entropiques qui génèrent une forme régulière et intériorisée de désorganisation sociale ! « Much of his diatribe involves social and political judgments about what people who live in the Philadelphia ghetto (which he has never studied) should be thinking and would think if only they were as smart as he is. » (9) écrit Anderson (2002) à propos d'une telle critique.

On peut multiplier les exemples : quand François Dubet explique la « galère » des jeunes de banlieues par le « retour des classes dangereuses », le chômage et l'affaiblissement du mouvement ouvrier, il essaye d'introduire en fraude la notion d'anomie afin de rendre les pauvres responsables de leur situation dans une logique néo-libérale ainsi que le « *dévoile* » Sylvie Tissot (10). À l'inverse, quand Stéphane Beaud et Michel Pialoux (2003), au terme d'une solide enquête, expliquent la galère des jeunes ouvriers par le « retour des classes dangereuses », le chômage et l'affaiblissement du mouvement

(8) Voir l'article de Loïc Wacquant, « Scrutinizing the street : poverty, morality, and the pitfalls of urban ethnography », et les réponses de Elijah Anderson, Katherine Newman et Mitchell Duneier dans l'*American journal of sociology* (2002, *107*, 6).

(9) Voir aussi, dans le même numéro (*American journal of sociology,* 2002, *107*, 6), Katherine Newman, « No shame : the view from the left bank ». Katherine Newman, comme Anderson, reproche à Wacquant de ne pas connaître réellement le « ghetto », d'en avoir une vue superficielle et surplombante, ne laissant aucune place aux habitants, à leurs contradictions, à leurs débats moraux et surtout aux actions qu'ils mènent pour affronter les conditions sociales qui sont les leurs.

(10) Sylvie Tissot, *Réformer les quartiers. Enquête sociologique sur une catégorie de l'action publique* (2002). Même si son ouvrage *La galère* (Dubet, 1987) est explicitement écrit et construit pour rejeter une telle hypothèse.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

ouvrier, ils ne rejoignent en rien les observations précédentes mais font œuvre scientifique (11). Une telle logique peut conduire à des retournements complets : dans les années soixante, Pierre Bourdieu avait montré comment l'école en France produisait ses propres inégalités. Loin d'être un simple appareil de reproduction, une « école capitaliste », il avait souligné que plus l'école était autonome, plus elle était républicaine, plus elle engendrait des inégalités propres symboliques et pratiques. À travers sa critique ravageuse de l'école républicaine et ses prétentions à l'égalité, il mettait directement l'accent sur l'action des enseignants et leur exercice de la « violence symbolique » aboutissant à transformer le destin des catégories populaires en humiliations personnelles. Mais selon Franck Poupeau, par la suite, les sociologues qui ont essayé de préciser ces analyses et de leur donner de meilleurs fondements empiriques ne l'ont fait que dans l'objectif de gommer les inégalités sociales en cherchant à « *expliquer l'échec scolaire par des causes scolaires* ». Soumis à une logique bureaucratique, cherchant des bénéfices auprès de l'institution, ils ont abandonné la science au profit de « *l'évidence des représentations communes* » et des « *illusions du savoir immédiat* » et se sont fait les chantres du néo-libéralisme dominant.

On retrouve enfin une logique identique sur le plan politique. Si Alain Touraine se rend à un rassemblement contre le néo-libéralisme, c'est bien la preuve qu'il est néo-libéral : il s'agit simplement pour lui de le faire oublier (12) ! Quand Sophie Body-Gendrot critique les politiques sécuritaires américaines, elle cherche à légitimer la « *dérive pénale* » du gouvernement socialiste en place. D'ailleurs, si ce même gouvernement socialiste renforce le traitement social du chômage des jeunes, c'est bien la preuve qu'il renforce la répression explique Loïc Wacquant qui s'en prend au passage aux « *défenseurs du plan Juppé* » sur la sécurité sociale qui, d'après lui, sont « *à peu près les mêmes* » que ceux qui défendent les « *clichés sécuritaires* » les plus réactionnaires. Il est vrai qu'il voit dans « *l'équipe Jospin* » l'héritière des politiques socialistes de « *soumission au marché* » : en mettant en place les emplois jeunes, elle ne vise rien d'autre que de développer une « *gestion policière et carcérale de la misère* », autre dimension de la « *soumission* » à l'Amérique (13).

(suite note 10)
Quand Alain Touraine (1968) analyse Mai 68 comme un « nouveau conflit de classes » et une forme renouvelée de lutte de classes, c'est qu'il veut en fait rejeter la notion de classe alors que Pierre Bourdieu (1984) la défend quand il y voit la frustration de « petits bourgeois » face à la dévalorisation des diplômes, etc.

(11) Leurs conclusions sont identiques à celles de Dubet et les amènent comme lui à souligner combien les classes populaires en France sont « *sans défense* ». Mais il est vrai que grâce aux « *nombreux débats dans la France entière* », « *notamment grâce aux Amis du Monde diplomatique* », les deux sociologues ont « *eu la confirmation, indirecte, que les processus analysés dans le livre se retrouvaient sous des formes étonnamment semblables dans d'autres régions de France* » (p. 26).

(12) J. Duval *et al.*, *Le « décembre » des intellectuels français* (1998).

(13) Loïc Wacquant, *Les prisons de la misère* (1999). Allant plus loin, Sylvie Tissot et Pierre Tévanian, *Mots à maux. Dictionnaire de la lepénisation des esprits* (1998, p. 209), accusent le politologue Patrick Weil « *d'ouvrir la voie aux nouveaux nazis* » *: « On ne peut s'empêcher, derrière des formules comme "immigration zéro" ou "plus un seul immigré de plus", ou même derrière les mots du politologue Patrick Weil, de penser à une autre formule : "solution finale".* »

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

La position radicale

Toute la difficulté d'une telle position est qu'elle est d'abord une simple position : celle de l'universitaire radical ou du bourgeois révolutionnaire. Il s'agit bien d'expliquer son appartenance au monde universitaire et en même temps sa place auprès des opprimés ou des dominés. Toutes les « prises de position » sont alors justifiées par une auto-référence comme « radical ». Les débats ne portent jamais sur la science, sur le contenu des observations ou sur l'interprétation qu'il s'agit de leur donner. La seule question qui vaille et l'unique préoccupation sont de déterminer qui est vraiment radical et de montrer sa propre radicalité. Comment mieux le faire qu'en soulignant que les autres ne le sont pas ou pas vraiment ? Sa propre position, et donc son auto-justification, nécessitent la mise en œuvre d'une sorte de logique « puritaine » consistant à mettre en permanence en accusation les « autres », à développer le soupçon ou dénoncer les « prétendus » « radicaux », les faux « amis du peuple », tous ceux, qui sous couvert d'être de « gauche » ou « scientifiques », sont en fait les meilleurs agents du néo-libéralisme, voire de l'impérialisme américain : « *L'impérialisme culturel (américain ou autre) ne s'impose jamais mieux en effet que lorsqu'il est servi par des intellectuels progressistes (ou "de couleur", dans le cas de l'inégalité raciale), peu suspects en apparence de promouvoir les intérêts hégémoniques d'un pays contre lequel ils portent le fer de la critique sociale.* » (14). De même, il faut distinguer la « *vraie* » pensée critique de la « *fausse* », celle des sociologues qui, en parlant de « sujet », de « société fragmentée » ou de « multiculturalisme » nous invitent, en réalité, à nous « *soumettre* » aux forces du marché (15). S'ils ne sont pas « *néo-libéraux* » ou « *conservateurs* », s'ils n'ont rien écrit allant dans ce sens, c'est donc bien la preuve qu'ils le sont. Une des explications avancées d'un tel paradoxe est que ces agents de gauche du néo-libéralisme sont essentiellement des « *mystificateurs mystifiés* » qui ne comprennent pas eux-mêmes ce qu'ils font. Mais au fond, le plus souvent, la raison est qu'ils ont succombé aux sirènes du succès et des médias, « *qu'ils sont plus attentifs aux attentes du champ journalistique qu'aux complexités du réel* ». Ainsi, par exemple, Fréderic Lebaron suggère que le « *jeune "prodige" de l'économie néo-classique, recruté par le MIT à 20 ans et élu directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à 29 »* doit moins son succès à ses travaux scientifiques sur les impôts (finalement assez plats) qu'aux chroniques journalistiques dans lesquelles il plaide pour le néo-libéralisme (16). L'intellectuel, le « grand savant », s'affirme ainsi comme une « personne nouvelle », entièrement identifiée à ses « convic-

(14) Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, « Sur les ruses de la raison impérialiste » (1998). Si le sociologue Cyprien Avenel (1997) a écrit un article pour critiquer le peu de pertinence du concept d'*underclass* tant en France qu'aux États-Unis, c'est au fond, nous expliquent les auteurs, parce qu'il veut donner une « validité » à cette notion. Il lui suffit évidemment d'en parler.

(15) Loïc Wacquant, « Critical thought as solvent of doxa » (2004).

(16) Frédéric Lebaron, *Le savant, le politique et la mondialisation* (2003, pp. 23-24).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

tions » et à son authenticité, non compromise. Il n'a pas « vendu » son savoir contre sa position sociale et la reconnaissance médiatique ou universitaire. Comme le « révolutionnaire bourgeois », « il doit faire de ses convictions la somme et la substance de son être ; ses croyances deviennent des révélations de lui-même » (17). En conséquence, le scientifique « radical » doit refuser de discuter ses « propositions » car elles sont l'expression de sa « position », prouvant qu'il est « vraiment comme il paraît », et qu'il a sa place auprès des dominés. Plutôt que de réfléchir sur les conditions sociales du changement ou de l'action collective et politique des opprimés, il s'agit d'abord d'affirmer son intégrité et son « authenticité », sorte de miroir de l'absence d'intégrité et d'authenticité des « autres ». En d'autres termes, il s'agit de transformer des controverses scientifiques ou des différences politiques en conflits personnels autour de la question de savoir qui est vraiment « radical », qui appartient à la communauté véritablement scientifique et radicale. C'est ce qui explique l'importance des « attaques personnelles » et des insultes directes ou indirectes dans la littérature sociologique radicale. L'universitaire « radical » pratique l'attaque « personnelle » et exprime constamment sa « radicalité » pour mieux combler le fossé séparant sa « position sociale » réelle et son « engagement » exemplaire. Il transforme ainsi son « impérialisme théorique en vertu personnelle ».

Une telle logique est évidemment profondément « narcissique » : la « haine » du moi pascalienne se renverse en un véritable « culte du moi ». Mais il ne faut pas forcément voir là une forme de « pathologie personnelle ». Il s'agit d'abord d'une conséquence logique de la pratique et de la conception de la sociologie : la sociologie est pensée à partir de son extériorité et de son surplomb, jamais comme le produit d'un dialogue avec les acteurs sociaux. Elle est essentiellement une entreprise de « *dévoilement* » des raisons et des causes des comportements sociaux, une entreprise d'explication qui consiste à ramener toutes les conduites sociales à la vérité de la position sociale de leur auteur et à un ensemble de « dispositions » déjà constituées. Autrement dit, chaque conduite est la manifestation de dispositions et d'une position, l'expression d'une place. L'individu n'est jamais qu'un « *agent* », le lieu où s'exprime ou bien travaille la structure sociale. Il n'existe pas d'écart à la norme ou à la position. S'il existe une « condition », il n'existe certainement pas d'expérience. S'il existe une « condition ouvrière », il n'y a certainement pas d'expérience ouvrière. L'acteur est enfermé dans l'illusion ou dans la particularité de son point de vue et de son héritage social. Il ne saurait accéder à l'universel et à la vérité objective. La contrepartie est que le discours scientifique se clôt sur lui-même puisqu'il ne peut être compris par les acteurs sociaux et qu'il ne provient pas de la confrontation au monde social. Dès lors, le lien entre la « théorie » et la « pratique » ne peut plus être fait que par la personne du sociologue : le seul *sujet* est bien le sociologue, seul individu

(17) Richard Sennett (1979). Philippe Corcuff (2004) a récemment essayé de dégager la logique politique radicale de ces tentations narcissiques et d'appel à la pureté en s'appuyant sur la pensée de Merleau-Ponty.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

capable de maîtriser les déterminations sociales et de s'affranchir des mécanismes de la société par la réflexivité. Dans les diverses pétitions destinées à défendre la « science » et l'intelligence, les sociologues s'affirment indispensables à toute réflexion de la société sur elle-même. Le sociologue, parce qu'il est réflexif et donc extérieur, comprend mieux et est à même d'agir politiquement avec justesse. Il doit donc y avoir en quelque sorte adéquation entre l'individu, la science et l'engagement politique. C'est pourquoi, le sociologue est radical et nul autre que lui ne peut l'être. C'est pourquoi aussi, il lui faut démasquer tous les « autres », montrer derrière leurs prises de positions la logique sociale à l'œuvre. Leur absence de réflexivité réelle les soumet aux « *dispositions de leur habitus* » « *principe de leurs vues et bévues* » (18).

Mais en même temps, une telle position devient vite paradoxale : la logique « personnelle » de la position implique nécessairement l'inverse de la manifestation politique de cette même position. En effet, si la radicalité critique est identifiée à la position extérieure du sociologue et surtout à une « objectivité » qu'il incarne plus qu'il ne la porte, il lui faut non seulement pratiquer une dénégation permanente du social (autrement dit, l'affirmation de la neutralisation de sa position sociale propre en même temps que l'ignorance de la réalité externe à l'académie) mais surtout se garantir de la permanence du monde. L'incarnation de la révolte et de la critique suppose en effet que le monde ne change pas, ou qu'il change dans le mauvais sens, ou encore qu'il ne change qu'en apparence. S'il devait changer réellement, la révolte n'aurait plus de sens, et donc l'identité et la position du sociologue, son empire, deviendraient caduques. C'est pourquoi, l'ennemi « principal » de l'intellectuel radical n'est pas le conservatisme, mais bien ceux qui veulent pratiquement transformer le monde. En 1975, s'interrogeant sur lui-même, Jean Genet (1991) mettait ainsi en doute son propre radicalisme : « *Je ne tiens pas tellement à ce qu'il y ait une révolution. Si je suis sincère, je n'y tiens pas. La situation actuelle, les régimes actuels me permettent la révolte, mais la révolution ne me permettrait probablement pas la révolte, c'est-à-dire la révolte individuelle. Mais ce régime me permet la révolte individuelle. Je peux être contre lui. Mais s'il s'agissait d'une véritable révolution, je ne pourrais être contre… Je voudrais que le monde, mais faites bien attention à la façon dont je le dis, je voudrais que le monde ne change pas pour me permettre d'être contre le monde*. » En 1990, Pierre Bourdieu donnait une explication presque semblable : « *[…] ça me fait plaisir psychologiquement, j'ai été un jeune homme en colère, j'espère que je serais un vieil homme en colère ; c'est une espèce de fidélité à l'idée que j'ai de moi ; c'est sûrement un petit peu de narcissisme, mais c'est comme ça. D'autre part, je pense que c'est le principe de ma lucidité […] Si le monde social m'est supportable, c'est parce que je peux m'indigner.* » (19). Plus encore, la validité et la stabi-

(18) « *Les dispositions que Merton importait dans sa pratique scientifique étaient au principe de ses vues et bévues contre lesquelles une vraie sociologie réflexive aurait pu le protéger…* », Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité* (2001, p. 32).

(19) Pierre Bourdieu, *Si le monde social m'est supportable c'est parce que je peux m'indigner. Entretien avec Antoine Spire* (2002). Sur P. Bourdieu considérant qu'en politique « trop peu c'est comme rien », voir Jacques Bouveresse (2003).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

lité de la théorie « incarnée » de la sorte supposent aussi que le monde ne change pas ou que ses changements n'aient pas de sens. Le sociologue personnifie une vérité abstraite et intemporelle. Il en offre la garantie. Il faut donc mettre la théorie à l'abri du monde. Le rapport entre théorie et pratique s'inverse : les changements du monde ne peuvent que venir confirmer la théorie, ils doivent venir la renforcer. Le sens des conduites est d'autant plus facile à décrypter qu'il est en fait présupposé. La double logique paradoxale d'une telle position ne peut donc qu'amener ses partisans dans l'enfermement scolastique ou plutôt la « révolte scolastique » : comment paraître pauvre quand on est riche ?

Dans son analyse de la mauvaise foi petite bourgeoise des intellectuels, Sartre (1972) avait observé des contradictions identiques. L'intellectuel affirme l'égalité, mais s'il se considère, il est lui-même la preuve de l'inégalité de la condition humaine car il possède un pouvoir qui découle de son savoir. « Ce privilège, ou monopole du savoir, est en contradiction radicale avec l'égalitarisme humaniste. En d'autres termes il devrait y renoncer. Mais comme il est de privilège, il n'y renoncera qu'en s'abolissant lui-même, ce qui contredit l'instinct de vie si profondément enraciné dans la plupart des hommes. » Pour Sartre, l'intellectuel condense dans sa personne la contradiction sociale qui existe entre la vérité de sa science et l'idéologie de sa position sociale. Il en concluait que l'intellectuel devait en quelque sorte se nier lui-même en tant que bourgeois et en tant que « moi » pour adopter le point de vue « d'en bas », « radical » parce qu'appartenant « aux masses » ou au « prolétariat ». En l'absence de référence au rôle historique de ce même prolétariat, le sociologue radical d'aujourd'hui résout la « contradiction » entre son pur idéalisme et son pur objectivisme par l'inversion de la solution « ultra-bolchévique » de Sartre, c'est-à-dire par l'isolement et le renforcement de son moi : homoacademicus affirmé comme tel et y voyant le principe même de sa radicalité incarnée, il prend le fonctionnement de son institution pour le fonctionnement social général, il voit la vie sociale comme une salle de classe et identifie son « moi » avec la critique sociale. La théorie est ainsi d'abord la théorie de la position académique, loin du monde social et projetée comme une image sur celui-ci (20). Au fond, plus qu'une vision radicale du monde social à transformer, il s'agit de construire une interprétation radicalement académique de ce même monde social.

Les fondements sociaux de l'académisme radical

L'académie contre le néo-libéralisme

Une telle logique s'inscrit probablement dans l'héritage « clérical » catholique des intellectuels français, intellectuels qui ont remplacé le clergé comme

(20) Sur cet aspect, voir François Cusset (2003).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

arbitres de la justice et de la raison, et hérité d'une version sécularisée de l'éthique de la contre-réforme et des méthodes de la tradition scolastique. Les intellectuels radicaux continuent de professer une méfiance quasi instinctive vis-à-vis de la capacité des individus à se gouverner eux-mêmes et estiment, du fait de leur commerce personnel avec la raison, avoir un accès privilégié à la compréhension de la justice objective et finalement à l'universel. De ce point de vue, c'est probablement plus chez Durkheim que chez Marx qu'il faut chercher les racines de cette position : c'est la société et, plus exactement l'État portant l'Universel, qui définit l'individu et peut l'éveiller, par la raison, à l'existence morale et donc à la liberté. C'est pourquoi, les « intellectuels », considérant que l'individu doit apprendre à devenir un citoyen pour se gouverner lui-même, ont toujours professé une assez grande hostilité à l'idée plus protestante que l'individu serait le seul juge de ses intérêts et, en conséquence, se sont toujours montrés plus ou moins méfiants vis-à-vis de la démocratie. Dans ce schéma, la sociologie était installée au centre du dispositif scientifique et moral de la République (21). La sociologie radicale reprend cet héritage mais en lui donnant une dimension critique : il s'agit de défendre ou d'affirmer la nature « universelle » de l'État, nature incarnée par les « catégories dominées » appartenant à cet État, contre les couches dominantes de ce même État qui sont soumises directement à la logique des classes dominantes. Au sein du monde intellectuel, le même partage est énoncé entre les catégories dominées qui incarnent la science, la raison et l'universel contre les catégories dominantes, soumises à la logique des médias et des plans de carrière. La défense de l'autonomie du « champ scolastique » et de ses membres est associée à la lutte contre le néo-libéralisme et les classes dominantes (22). La lutte de classes est ainsi ramenée à l'intérieur du « champ » étatique, à l'intérieur du « champ du pouvoir », l'intellectuel ou le sociologue y jouant un rôle central, une fois débarrassés de toutes les illusions « démocratiques » et surtout des illusions quant aux capacités des acteurs sociaux et des dominés. Comme le remarque Philippe Raynaud (1999), le sociologue radical est ici très proche de Pareto ou de Roberto Michels : « *Nombre de grands affrontements historiques tenus pour exemplaires de la lutte de classes n'ont été en fait que l'extension, par la logique des alliances avec les dominés, de luttes entre les dominants au sein du champ du pouvoir – luttes qui, du fait qu'elles s'arment, à des fins de légitimation ou de mobilisation, de stratégies d'universalisation symbolique des intérêts particuliers, peuvent néanmoins faire*

(21) Voir André J. Bellanger (1997) et Patrick Cingolani (2003).

(22) « *Tout ce qui est dit là s'applique en priorité à l'État qui, comme tous les acquis historiques liés à l'histoire relativement autonome des champs scolastiques, est marqué par une profonde ambiguïté : il peut être traité et décrit simultanément comme un relais, sans doute relativement autonome, de pouvoirs économiques et politiques qui ne s'inquiètent guère d'intérêts universels, et comme une instance neutre qui, du fait qu'elle conserve, dans sa structure même, les traces des luttes antérieures dont elle enregistre et garantit les acquis, est capable d'exercer une sorte d'arbitrage, sans doute toujours un peu biaisé, mais moins défavorable, en définitive, aux intérêts des dominés, et à ce qu'on peut appeler la justice, que ce qu'exaltent, sous les fausses couleurs de la liberté et du libéralisme, les partisans du "laissez-faire", c'est-à-dire l'exercice brutal et tyrannique de la force économique.* », Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes* (1997, p. 151).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

avancer l'universel, et par là, la reconnaissance, au moins formelle, des intérêts des dominés. » (23). En l'absence de « prolétariat » ou d'acteur dominé, c'est aux intellectuels et aux franges dominées des catégories moyennes liées à l'État qu'il revient de porter les valeurs de justice et d'égalité et de les incarner dans la défense de leurs propres intérêts qui deviennent ainsi naturellement universels.

La faveur dont bénéficie l'académisme radical chez les sociologues repose d'abord sur les avantages qu'il procure. Il offre la possibilité d'enchanter sa propre position. Tout « affrontement scientifique » est à la fois central et immédiatement transposable en termes politiques. Marcel Gauchet (2003) a bien montré combien ici la « posture tient lieu de contenu » et combien l'affirmation de la « rupture » avec l'ordre social passe pour de la « profondeur » intellectuelle. Le jugement remplace l'explication et la condamnation remplace la recherche de la transformation sociale, le tout permettant la revendication d'une authenticité sans faille et sans compromis. Le sociologue radical entretient avec la vérité scientifique une relation privilégiée qui l'autorise à s'attribuer un passeport moral le plaçant au-dessus des contingences mais surtout au-dessus du « sens commun » et de ses « collègues ». Le climat politique général est évidemment propice à cette évolution. Le radicalisme académique trouve des correspondances dans le « radicalisme » « jet-set » de certains anti-mondialistes, intellectuels s'identifiant aux « peuples opprimés » et prononçant des condamnations morales au nom de ce que « *nous* » avons subi (24). On peut y ajouter aussi des facteurs générationnels : l'effacement très rapide de la mémoire du totalitarisme conjuguée à l'expérience d'une forte poussée du capitalisme. Enfin, il faut aussi noter la cohérence et la simplicité d'une telle position qui lui donnent sa force. À l'affirmation subjective et idéaliste du radicalisme correspond la réduction de la vie sociale et des événements à des volontés individuelles et collectives, à des « dispositions » personnelles ou à des pensées et à des théories, autrement dit à des « intentions ». Le néo-libéralisme ne se donne pas à voir directement mais il peut être dévoilé si l'on parvient à démasquer les intentions de ceux qui détiennent le pouvoir. Elles sont le plus souvent cachées parce qu'au fond inavouables et immorales et, surtout, bien plus efficaces de la sorte. L'idéalisme de la position radicale renvoie à l'idée du « complot » néo-libéral, complot par rapport auquel s'organise la perception du monde et les moyens de l'action. Discours « idéaliste » sur le pouvoir, il justifie pleinement la position idéaliste du sociologue radical. Il permet de surmonter la complexité du monde social et surtout garantit à celui qui énonce une telle thèse une position centrale. De ce point de vue, la lutte idéologique contre le « complot » néo-libéral est un

(23) Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes* (1997, p. 125) cité par Philippe Raynaud (1999).

(24) Voir, à titre d'exemple, les interventions de Arundhati Roy, prônant le passage à l'action radicale et parlant au nom de « *nous les petits* » ou de « *nous les opprimés* » et condamnant toute tentative politique réelle de réforme ou de changement. « *Il faut comprendre, il nous faut comprendre, que notre domaine, ce sont les politiques d'opposition, pas les politiques de gouvernance.* » (*Libération,* 3 avril 2004).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

moyen de conquérir et d'affirmer son propre pouvoir. Plus encore, malgré les dénégations, il faut y voir une « stratégie commerciale » et publicitaire très efficace sur le marché des idées. Comme l'a bien observé Randall Collins (1998), la production des idées obéit à une double logique des petits groupes et de la rareté marchande. Le nombre de positions est limité par définition. Adopter un point de vue radical permet une identification optimum et offre une « marchandise » facilement identifiable et utilisable sur le « marché ». L'élaboration d'un langage propre comprenant quelques mots plus ou moins obscurs pour le profane, la « théorie vécue comme une armure » protégeant du monde social et la guerre menée contre les « ennemis » et surtout contre les « traîtres » offrent tous les instruments pour une conquête efficace de « parts de marché » (25).

La formation d'une intelligentsia précaire

Mais sur un plan général et plus trivialement social, il faut chercher la correspondance qui peut exister entre l'académisme radical et l'expérience concrète d'un certain nombre de catégories sociales « intellectuelles » (26). Dans le monde universitaire tout d'abord, ce succès s'explique par les difficultés auxquelles sont confrontés nombre de jeunes sociologues, dotés d'un niveau de compétences en moyenne plus élevé que leurs aînés mais largement exclus de toute possibilité d'intégrer l'enseignement ou la recherche et de plus très fortement précarisés si ce n'est appauvris. Ils manifestent une double opposition aux membres de la « génération » de 68 qu'ils accusent de bénéficier de positions de pouvoir leur permettant de profiter de la précarité des jeunes chercheurs tout en se positionnant à gauche dans leurs enseignements et leurs discours. « Progressiste dans sa production, conservatrice dans ses comportements : tel est le double visage de l'intelligentsia universitaire. » (Anne Rambach et Martine Rambach, 2001, p. 314). Placés dans une situation de dépendance vis-à-vis d'un système qui leur a permis d'arriver jusqu'à son seuil, les précaires doivent à la fois en défendre la pérennité tout en essayant d'en franchir la porte. Du coup leur critique du « double langage » des universitaires statutaires ne débouche pas sur une volonté de « réforme » du système, mais au contraire sur un violent rejet de tout changement. Alors qu'ils auraient tout intérêt à une « libéralisation » du système, ils dénoncent des réformes « néo-libérales » (qui n'en sont pas et qui, au contraire, ont plutôt renforcé un système mandarinal), se faisant ainsi les alliés directs d'un conservatisme dont ils sont les premières victimes.

Si Bourdieu se trompait, volontairement ou non, en affirmant que la sociologie était en France une « *science paria* » et qu'il était lui-même un paria,

(25) Tout cela rappelle le cas de Jacques Lacan et de son école dans l'univers de la psychanalyse. On peut y ajouter le narcissisme et surtout la logique d'identification à un « maître persécuté devenu glorieux ».

(26) Sur le lien entre « radicalité » et « conscience de classe » des intellectuels en tant que groupe social spécifique, voir Christopher Lasch (1965).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

son expression touche donc directement l'expérience vécue de nombre de jeunes aspirants intellectuels ou artistes qui se sentent aujourd'hui des « parias » eux-mêmes au fur et à mesure que se forme en France une sorte de « lumpen-intelligentsia ». En 1999, 10 500 nouveaux candidats ont été qualifiés par les sections du Conseil National des Universités, auxquels s'ajoutaient 27 000 personnes déjà qualifiées les années précédentes, alors que 4 200 postes étaient proposés (27). En 2004, en sociologie, une vingtaine de postes est proposée par l'université pour environ 600 candidats potentiels. Outre l'université de nombreux autres secteurs « culturels » et « intellectuels » sont touchés, journalisme, médias, théâtre, arts, communication : le nombre d'intermittents du spectacle, pour prendre un exemple, atteint les 110 000 en 2004 alors qu'ils étaient 30 000 en 1985 (28). 18,5 % des journalistes étaient pigistes en 1998, soit 5 654 personnes. On y retrouve les mêmes mécanismes à l'œuvre. Les intellos précaires sont parvenus à la porte de systèmes qui leur ont permis d'arriver jusque-là mais qui les maintiennent dehors et qu'ils finissent par défendre. Ils critiquent violemment les détenteurs du pouvoir à l'intérieur du système qu'ils accusent d'abuser de leur position tout en militant pour que le système ne change pas car il leur autorise une certaine participation professionnelle et intellectuelle et, surtout, ils espèrent pouvoir bénéficier à leur tour de ses avantages s'ils parviennent à y entrer. Du coup, l'intérêt collectif à une « libéralisation » des systèmes en question se heurte très directement à l'intérêt « individuel » à leur renforcement. Le radicalisme permet de résoudre la contradiction : la dénonciation de l'idéologie néo-libérale attribuée aux tenants des positions de pouvoir donne une explication à leur situation de précarité ; la défense des institutions dans leur « intégrité » et de « plus de postes » offre la perspective d'entrer dans le système et de bénéficier de ses avantages. Ils se font ainsi les meilleurs défenseurs d'institutions qui les marginalisent. C'est ce qu'écrit Yves-Marie Labé à l'occasion d'une grève à *Libération* : « Les jeunes journalistes arrivés pour le lancement de Libé III, s'ils se sentent dépositaires de l'histoire du journal, l'expriment à leur façon, avec plus d'agressivité et plus de radicalité… Ils ont une vision de la presse assez neuve, nourrie des discours de Bourdieu. Avec un renouveau du sentiment anti-establishment qui se traduit par l'idée que les journalistes de base sont exploités ou mis en situation de précarité par leur hiérarchie. » (29). On retrouve ici, comme dans d'autres mouvements, la même coupure entre les « *dominants* » des systèmes institutionnels, cherchant à défendre leurs privilèges et les « *dominés* », incarnant les valeurs les plus hautes des systèmes qu'ils cherchent à promouvoir, exactement comme Pierre Bourdieu opposait une « *main droite* » de l'État à une « *main gauche* », un monde d'experts et de technocrates, une « *noblesse d'État* », imposant le néo-libéralisme à des couches sociales dominées, une sorte de « *petite noblesse d'État* » « *ayant partie liée avec les acquis universels associés à l'État et au droit* », véritable défenseur de l'État et donc de l'intérêt général.

(27) Abélard, *Universitas calamitatum : le livre noir des réformes universitaires* (2003).

(28) Bernard Latarjet (2004).

(29) Cité par Anne Rambach et Martine Rambach (2001, p. 321).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

Dans chaque domaine, les « dominés » en appellent aux valeurs du système pour mieux le défendre contre son accaparement par les couches dominantes et sa destruction par ces mêmes catégories sociales qui seraient soumises à la logique des idées néo-libérales (même si on ne comprend pas très bien comment et pourquoi ces élites en viendraient à prôner une idéologie qui viserait la destruction d'institutions qui les ont consacrées). Ainsi, l'intermittent est le véritable défenseur d'un théâtre de qualité et populaire contre les « établis » qui, même s'ils sont de gauche, sont soumis à la logique commerciale du public ; l'instituteur ou le professeur sont les véritables défenseurs de l'école contre les technocrates du ministère qui veulent la rentabiliser et faire du savoir une marchandise ; le journaliste pigiste est le véritable défenseur d'un journalisme de qualité et populaire contre la logique commerciale des empires de presse (30). Tout projet de réforme, toute modernisation sont interprétés comme une déstabilisation du système qu'il faut contrer en « *dévoilant* » le double langage des dominants qui, derrière leur langage réformateur ou de gauche, sont des agents de l'extension du marché.

De façon générale, des mouvements sociaux sont venus ces derniers temps illustrer l'émergence de cette « lumpen-intelligentsia » comme les intermittents du spectacle ou les chercheurs. Chez les « jeunes chercheurs » précaires, comme chez les journalistes, on peut observer la même « intégrité » institutionnelle : ils défendent une conception sourcilleuse de la « science » et de la « vérité » qui serait bafouée par les mandarins universitaires et leur double discours. Au nom de cette « pureté », ils en appellent au maintien de l'institution, à son renforcement et surtout s'opposent à toute tentative de changement ou de « modernisation ». Ainsi, par exemple, le collectif Abélard s'oppose-t-il aux « *modernistes* » qui veulent réformer l'université. Dans le livre qu'il publie, il « *propose une lecture de l'implicite des réformes en cours. Il entend en dévoiler les logiques sous-jacentes […]* ». Les réformes sont au fond « *les chevaux de Troie favorisant la satisfaction d'intérêts purement mercantiles et utilitaires* ». Il faut donc s'opposer à la « *frénésie réformatrice* » car « *par le contexte dans lequel elle s'insère, il s'agit d'une nouvelle avancée de réformes néo-libérales qui, sans toujours dire leur nom, affectent l'université française depuis les années quatre-vingt* » (31). De même, les intermittents du spectacle sont bénéficiaires d'un système qui leur a permis d'arriver jusqu'à la porte des institutions culturelles. Le système d'indemnisation engendre la multiplication des intermittents mais n'offre pas plus de travail pour autant, les plongeant automatiquement dans des situations de plus en

(30) « *Double conscience donc chez les professionnels dominants, dans la Nomenklatura des grands journalistes liés par des intérêts communs et des complicités de tous ordres. Chez les journalistes de base, les tâcherons du reportage, les simples pigistes, tous les obscurs condamnés à la précarité qui font ce qu'il y a de plus authentiquement journalistique dans le journalisme…* », Pierre Bourdieu, *Contre-feux* (1998). Herbert Gans (1967) a bien montré combien cette perception de classes supérieures « corrompues » par la recherche et la préservation de leur statut appartenait à l'idéologie des classes moyennes.

(31) Abélard, *Universitas calamitatum : le livre noir des réformes universitaires* (2003). Il est vrai que le mot « réforme » est fortement chargé d'idéologie, comme le note Chomsky, les changements s'appellent réformes quand les puissants les appuient.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

plus difficiles. Même sans prendre en compte l'injustice générale du système, les intermittents sont conduits à défendre et à vouloir renforcer un système qui génère mécaniquement leur précarité et surtout leur appauvrissement (32).

Tous ces mouvements donnent lieu à une intense production idéologique. De nombreuses « revues » militantes sont apparues auxquelles s'ajoute la multiplication des sites Internet offrant une littérature radicale, anti-libérale et très souvent violemment anti-médiatique. Tout cela sans compter l'énorme succès du journal *Le Monde diplomatique* et celui, moindre, des *Inrockuptibles* à l'origine de la pétition contre la « *guerre à l'intelligence* » (33). Ajoutons encore l'association de « critique idéologique » et de contre-propositions ATTAC à laquelle appartiennent nombre de sociologues « radicaux ». La dénonciation du néo-libéralisme, et surtout peut-être du « réformisme », associée à la défense de l'État permet d'unifier des actions extrêmement diverses et surtout de donner à la « révolte petite-bourgeoise » « de la petite noblesse d'État » une dimension politique et universelle. Elle s'est exprimée de façon récurrente dans des « manifestes » marqués par l'affirmation répétée de la « position » des signataires plus que par des propositions d'action. Ainsi en mars 1997, le manifeste « *Nous sommes la gauche* » affirme : « *[…] Nous sommes la gauche qui se bat et s'est toujours battue sur le terrain […] nous sommes la gauche qui a manifesté en décembre 1995 […] nous sommes une opposition réelle […] nous sommes des électeurs de gauche […] Nous sommes la gauche parce que nous la faisons.* » Il rejette toute forme de compromis : « *Nous devons choisir entre ceux à qui on veut et on peut s'opposer et ceux à qui on ne peut même plus parler tant ils sont devenus infréquentables.* » (34). En juin 2003, le manifeste « *La gauche que nous voulons* » déploie la même rhétorique : « *Nous sommes des citoyennes et citoyens, élus locaux, militantes et militants politiques, associatifs ou syndicaux. Nous sommes résolument à gauche […] nous partageons un certain nombre d'urgences, de choix radicaux […] il convient de revenir aux sources originelles de la gauche […].* » (35). Il s'agit ici moins de stratégie politique que de conviction, que de s'affirmer plus authentiquement à « gauche » parce que plus radical, d'être vraiment ce que l'on paraît à la différence de la « fausse » gauche des appareils qui, elle, précisément n'est pas ce qu'elle revendique (36).

À la fin de son étude sur la société de cour, Norbert Elias (1985) analysait le dilemme des couches supérieures qui cherchent à changer le monde sans perdre leurs privilèges. Elles sont à l'origine du « romantisme », c'est-à-dire

(32) Voir Bernard Latarjet (2004).

(33) Voir le numéro du 18 février 2004.

(34) Manifeste diffusé à la veille des élections législatives de 1997. Voir la présentation et l'analyse qu'en donne Isabelle Sommier (2003, p. 297).

(35) Manifeste publié à la suite des grèves du printemps 2003. Voir Isabelle Sommier (2003).

(36) Richard Sennett (1979). Pour Sennett, Jules Guesde est un bon exemple de remplacement des discussions « stratégiques » par des conflits autour de la question de savoir qui est vraiment radical, conflits qui ne peuvent que prendre alors une tournure personnelle. Sur tous ces mouvements et ces manifestes, voir Isabelle Sommier (2003).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

de l'attitude consistant à « trouver la délivrance de leurs misères présentes dans un passé révolu de l'évolution, dont ils se font une idée romantique et peu réaliste ». De telles tendances, selon Elias, sont le propre d'élites sociales dont la prétention au pouvoir n'a pas abouti et ne peut aboutir sans la « destruction du régime qui leur garantit leur position privilégiée ». Aujourd'hui, les « intellos-précaires » et une grande partie de l'intelligentsia « dominée » partagent les activités et les conceptions culturelles des classes favorisées tout en vivant le niveau de vie des classes défavorisées (37). D'un côté, ils font preuve d'une sorte de « surconformité » scolastique, manière d'affirmer plus et mieux leur appartenance à l'intelligentsia ; d'un autre côté, ils exposent leur opposition frontale à un monde qui les marginalise et continue de les exclure. Pour reprendre une analyse d'Edward Palmer Thompson (1978), il en résulte un « mélange d'innocence intellectuelle et de révolte radicale plus anti-générationnelle que véritablement anti-institutionnelle ». Placés dans une sorte de vide social et dans la précarité, ségrégés par les institutions, ils voudraient être « radicaux » alors qu'ils sont le produit d'une évolution et d'une conjoncture institutionnelle qui ont « coupé les relations entre l'intellectualité et l'expérience pratique ». Ils sont moins des « radicaux » que des « révolutionnaires imaginaires impliqués dans des psychodrames dans lesquels il s'agit de surenchérir dans la férocité verbale » et des « révolutionnaires bourgeois » attachés à l'élitisme de leur théorie. Ils sont ainsi des « *diversionists* emprisonnés dans leurs institutions et leurs propres drames ». Pourtant, leur importance est considérable car « ils contribuent à marginaliser le discours intellectuel constructif de la gauche et à reproduire la vision élitiste et académique de la relation entre théorie et pratique ».

Classes moyennes et radicalisme

La science contre la démocratie

La vision académique et idéaliste du sociologue radical ne signifie pas qu'il néglige ou ignore le monde extérieur. De façon traditionnelle, l'idéalisme désigne un univers conceptuel ou théorique « auto-généré » qui impose ses propres significations à la réalité sociale sans entrer dans un dialogue avec elle. Comme le souligne encore Thompson, la « structure conceptuelle est suspendue au-dessus de l'être social ». Enfermé dans son univers académique et théorique, le sociologue radical énonce la « vérité » du monde social, il en révèle l'objectivité et il en désigne les victimes. Il en montre les travers. La critique d'une telle position a été menée depuis longtemps : Edward Palmer Thompson, Richard Rorty ou Michael Walzer ont montré comment la référence à une objectivité externe ou à des valeurs universelles décontextualisées

(37) Voir Anne Rambach et Martine Rambach (2001).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

conduisait à revendiquer un élitisme « théorique » et « scientifique » et à projeter sur les « dominés » une logique d'émancipation largement abstraite (38). La vérité du monde social surgit du dévoilement de ses mécanismes invisibles et surtout des intentions cachées des dominants dont la compréhension échappe aux dominés. Elle n'émerge pas du « dialogue » avec les acteurs sociaux, de la confrontation intellectuelle à l'expérience sociale comme le défendait Thompson, mais du monologue du sociologue radical. Il indique ce qu'il convient de faire pour devenir « radical », il « donne un ensemble d'instructions ». Le sociologue « radical » énonce un point de vue et cherche à l'imposer. Mais il ne saurait le soumettre à la contradiction ou à la discussion. Il détient la vérité, l'unique vérité dont il revendique le monopole : « *Les sciences sociales, et tout particulièrement la sociologie, ont peine à imposer cette ambition du monopole, qui pourtant est inscrite dans le fait que la "vérité est une", parce que, au nom, entre autres choses, d'une contamination de l'ordre scientifique par des principes de l'ordre politique et de la démocratie on voudrait que la vérité soit "plurielle" […].* » (39). Comment confronter la vérité à la non-vérité ? Comment accepter l'existence d'une autre parole sur le monde social ? Même si « *tout le monde se sent en droit de se mêler de sociologie* », seul le sociologue possède cette « *ambition toute spéciale : dire la vérité* ». Et encore, seul le sociologue pratiquant une vraie réflexivité et exerçant son métier de manière désintéressée est en droit de dire la vérité. Il lui faut accepter alors d'être « dominé » et véritablement persécuté par ceux qui ont moins de scrupules que lui et qui compensent leurs faiblesses scientifiques ou leur incompétence par « *la logique du plébiscite – ou de l'applaudimètre ou de l'audimat* ». Franck Poupeau évoque ainsi sa découverte des persécutions qui l'attendent à cause de la « *véritable censure* » s'exerçant « *dans le milieu savant* » contre toute « *référence aux théories et aux méthodes inspirées de Bourdieu* ». « *Il m'était donc conseillé,* par Bourdieu lui-même, *de le citer le moins possible.* » (40).

Le sociologue radical dit souvent « nous », moins pour particulariser sa parole, que pour désigner une communauté sans « désaccords » et à laquelle les « désaccords » sont proprement incompréhensibles. Sartre voulait s'adresser aux seuls défavorisés dont il affirmait que leur point de vue était celui de la vérité. Pour lui, s'il existait une subjectivité, il n'y avait certainement pas d'intersubjectivité (41). Le sociologue radical est tout aussi hermé-

(38) « Le critique de gauche stéréotypé brise ses liens avec son monde local et familial […], s'en échappe dans des circonstances dramatiques, se détache de tout lien émotionnel, prend du recul pour voir le monde avec une lucidité absolue, étudie ce qu'il voit (de manière scientifique, en accord avec les conceptions les plus avancées), découvre des valeurs universelles comme pour la première fois, trouve ces valeurs incarnées dans le mouvement des opprimés (une classe, une nation, un sexe, le sien ou l'autre – tant que la découverte est objective, peu importe), décide de soutenir le mouvement et d'en critiquer les ennemis, qui sont souvent des personnes semblables à ce qu'il était. », Michael Walzer (1996). Voir Richard Rorty (1998).

(39) Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité* (2001, p. 145).

(40) Franck Poupeau, *Une sociologie d'État. L'école et ses experts en France* (2003).

(41) C'est le reproche que lui fait Maurice Merleau-Ponty (1955).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

tique à l'intersubjectivité. Le « sujet » ne saurait émerger de la confrontation et du dialogue. Il ne peut naître que de l'émancipation, par la maîtrise des déterminations sociales, par l'objectivation de soi et la réflexivité. Aussi, le sociologue radical ne s'adresse-t-il qu'à lui-même et à ses semblables. Il lui importe peu de « convaincre » au-delà de ce cercle. Il parle pour le constituer, il ne parle pas « aux autres », il parle des « autres » pour essayer de les « *faire taire* » et pour unir les « siens ». À l'extrême limite, une fois tous les sujets « éclairés », un dialogue pourrait s'engager, concède-t-il : « *Pour conquérir l'autonomie, il faut construire cette espèce de tour d'ivoire à l'intérieur de laquelle on se juge, on se critique, on se combat même, mais en connaissance de cause ; on s'affronte, mais avec des armes, des instruments scientifiques, des techniques, des méthodes.* » (42). En dehors de cet univers éthéré de la science et des affrontements savants, le sociologue ne peut parler car ceux à qui il s'adresse « *n'ont pas le code* » pour « *décoder ce qu'il est en train de dire* ». Ils ne sont accessibles au fond qu'aux lieux communs. La tour d'ivoire est donc nécessaire à la fabrication de la vérité. La sociologie n'existe que par une rupture nette avec les perceptions et les interprétations du « *sens commun* », avec la « *sociologie spontanée* ». Le sociologue radical discourt, mais il ne saurait dialoguer. D'ailleurs, le contraindre à un dialogue ne serait-ce pas le persécuter ?

Logiquement le sociologue radical se méfie de la démocratie, de l'opinion et du public. Bien plus, il est souvent hostile à ce qu'il perçoit comme un univers du vide et de la manipulation. La vérité étant cachée, elle ne saurait être vue et encore moins montrée dans une arène publique. Elle ne saurait jamais être autre chose qu'une « *illusion du savoir immédiat* ». Dialogues, procédures, informations supposent une « confiance » entre les acteurs, confiance qui ne peut être qu'un leurre dans un monde dominé par des idéologies et par des pouvoirs cachés. Derrière la « participation », il ne peut exister que des stratégies mises en place par les dominants pour faire accepter leurs politiques néo-libérales. Ainsi, par exemple, la politique de la ville doit être lue comme « *une remise en cause de l'État-providence* » qui se fait « *au nom du libéralisme économique et au nom de principes comme la proximité, la démocratie, la citoyenneté* » (43). Les procédures de consultation et la « démocratie de proximité » servent essentiellement à faire accepter des politiques hostiles aux plus faibles ou à faire endosser une « *rhétorique de la réforme de l'État* » aux agents des services publics. Les enseignants-chercheurs sont chargés de mettre en place eux-mêmes une réforme universitaire, suprême « ruse » qui les conduit, à partir des « *principes de l'autogestion* », « *à créer un univers technocratique, largement fictif, en phase avec les rêves néo-libéraux. C'est la victoire de la langue de bois réformatrice contre toute forme de démocratie "participative" réelle* » (44). De façon plus générale, la participation des acteurs à leur formation, ou la conquête de l'autonomie en

(42) Pierre Bourdieu, *Sur la télévision* (1996, p. 71).

(43) Sylvie Tissot, *Réformer les quartiers. Enquête sociologique sur une catégorie de l'action publique* (2002, p. 382).

(44) Abélard, *Universitas calamitatum : le livre noir des réformes universitaires* (2003, p. 115).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

matière d'éducation ne sont jamais que des leurres destinés à favoriser les inégalités tout en les faisant accepter en fraude par les plus faibles. Dans ce processus, l'université joue un rôle central dans la mesure où elle façonne les « habitus » des étudiants. Formés au néo-libéralisme, ceux-ci exporteront cette idéologie dans l'ensemble du monde social. « *Le nivellement individualiste, utilitariste et mercantile est présent aussi bien dans le journalisme (dont l'état de décomposition est plus avancé), que dans l'édition (aux mains de grands groupes de communication), ou la création (spectacle vivant, documentaire, cinéma, etc.). On applique les mêmes recettes managériales à des univers très différents, sans aucune prise en compte de leurs exigences spécifiques. À travers l'Université, c'est aussi l'École qui sera atteinte, car les enseignants du 1er et 2e degrés, formés en son sein, seront modelés selon la nouvelle culture d'entreprise universitaire.* » (45). Cette critique de la démocratie par le radicalisme académique additionne plus qu'elle n'intègre deux affirmations non congruentes. Tantôt, la démocratie est critiquée au nom de l'élitisme nécessaire de la science et de la vérité. Les « gens ordinaires » ne peuvent y accéder et ne peuvent avoir les « outils nécessaires » à la compréhension. Tantôt, la démocratie est rejetée au nom de le « manipulation » subie par les citoyens. Les dominants l'utilisent à leur profit pour imposer leur idéologie néo-libérale, usant même de la bonne volonté et de la naïveté (ou de l'idiotie) des « dominés » pour les faire agir dans le bon sens et contre leurs intérêts.

Critique des médias et hostilité à la démocratie

La critique des médias occupe une place particulièrement importante dans les productions de l'académisme radical. Elle est très explicitement alimentée par ces deux affirmations, au point que le terme « journalistique » est devenu une insulte. Démocratie et journalisme sont rejetés car soumis à la « *loi des grands nombres* » ou aux « *revendications* » des acteurs sociaux. De ce point de vue, pour Pierre Bourdieu, le journalisme affaiblit l'autorité des politiques en les contraignant à se soumettre au verdict et au contrôle du public (46).

(45) Abélard, *Universitas calamitatum : le livre noir des réformes universitaires* (2003, p. 194).

(46) Chez Pierre Bourdieu, l'hostilité à la démocratie, à l'espace public et aux acteurs sociaux est très explicite : « *Bien que les agents qui sont engagés dans le champ journalistique et dans le champ politique soient en relation de concurrence […] ces deux champs ont en commun d'être très directement et très étroitement placés sous l'empire de la sanction du marché et du plébiscite. Il s'ensuit que l'emprise du champ journalistique renforce les tendances des agents engagés dans le champ politique à se soumettre à la pression des attentes et des exigences du plus grand nombre, parfois passionnelles et irréfléchies, et souvent constituées en revendications mobilisatrices par l'expression qu'elles reçoivent dans la presse […] Tout cela fait que l'emprise sans cesse accrue d'un champ journalistique lui-même soumis à une emprise croissante de la logique commerciale sur le champ politique toujours hanté par la tentation de la démagogie […] contribue à affaiblir l'autonomie du champ politique et, du même coup, la capacité accordée aux représentants (politiques ou autres) d'invoquer leur compétence d'*experts *ou leur autorité de* gardiens des valeurs collectives. », Pierre Bourdieu, « L'emprise du journalisme » (1994).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

Dans l'espace médiatique, comme dans l'espace académique, la « *vérité* » est conçue comme le produit d'un « *travail d'ascèse* » réflexif et non comme le résultat fragile de la confrontation des points de vue, ou du « pluralisme ». Comme l'a bien montré Géraldine Muhlmann, pour Pierre Bourdieu, les réformes nécessaires à la pratique du journalisme doivent aboutir à la mort de cette pratique. Sartre pensait que l'intellectuel devait s'abolir lui-même pour accéder à la vérité portée par le point de vue des défavorisés. Dans la logique de l'académisme radical, Pierre Bourdieu affirme que les journalistes doivent s'abolir eux-mêmes pour accéder à la vérité portée par le point de vue du sociologue. Les producteurs de « vérité », les scientifiques et donc les sociologues doivent avoir la maîtrise de leur parole et des conditions de sa réception. Chaque membre d'un « champ » doit être l'unique agent du travail de vulgarisation. En conséquence, il n'y a guère de place pour le journaliste. Plus généralement, il s'agit d'éviter les « *débats vraiment faux et faussement vrais* ». Le travail du journaliste devrait s'effacer devant la parole des dominés tout en s'efforçant de la faire advenir. Ce travail, qui laisse au fond l'interprétation de cette parole au monopole de la compétence du sociologue, permettrait ainsi d'éviter le fonctionnement inégalitaire et aliénant de l'espace public. Par-delà, l'éclairage du sociologue permet de faire advenir le vrai peuple en le dégageant du faux peuple de l'espace médiatique et de l'espace public. Il est donc important de ne pas soumettre la parole du sociologue à la critique journalistique ou même à l'exposition dans l'espace public. Il en va de l'avenir même de la civilisation si celle-ci devait être un objet de publicité et de débat démocratique : « *On objectera que je suis en train de tenir des propos élitistes, de défendre la citadelle assiégée de la grande science et de la grande culture, ou même d'interdire au peuple (en essayant d'interdire la télévision à ceux qui se disent parfois les porte-parole du peuple, avec leurs cachets et leurs trains de vie mirobolants, sous prétexte qu'ils savent se faire entendre du peuple, se faire plébisciter par l'audimat). En fait, je défends les conditions nécessaires à la production et à la diffusion des créations les plus hautes de l'humanité.* » (47). Comme le remarque Géraldine Muhlmann (2004), la critique des médias glisse d'une affirmation à l'autre : la défense de l'élitisme nécessaire contre le « peuple » et donc le rejet du débat et de la critique publique au nom de la « science » se transforme en une dénonciation de la construction « idéologique » de l'opinion publique ou du public par les journalistes au nom du « peuple » (48). Après avoir été au principe du « sens commun », le « peuple » devient victime d'une manipulation des dominants et de leurs alliés. Est-ce à dire qu'une fois libéré de l'emprise du journalisme, le peuple pourra se révéler à lui-même par la reconnaissance de la supériorité de la parole et du savoir du sociologue ? Une même ambiguïté irrigue la critique des médias développée par d'autres sociologues « radicaux » et dans un certain nombre de publications régulières. Alain Accardo la surmonte en

(47) Pierre Bourdieu, *Sur la télévision* (1996, p. 76) cité par Géraldine Muhlmann (2004).

(48) Géraldine Muhlmann montre comment P. Bourdieu ne peut assumer complètement les conséquences antidémocratiques de son rêve d'une « régulation savante de l'opinion publique ».

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

expliquant par exemple la soumission des journalistes à l'ordre dominant par leur manque de « capital culturel » : du coup, ils « *appréhendent le monde […] à travers les catégories simplistes et stéréotypées d'un prêt-à-penser dont les rédactions sont devenues l'un des principaux ateliers de confection* » (49). Dans les publications « grand public », l'ambiguïté se résout le plus souvent par sa projection agressive dans des insultes et des attaques personnelles contre des journalistes ou des sociologues désignés comme des « *bouffons* » et des « *vendus* », serviteurs zélés de l'ordre dominant (50). La critique est ici moins critique que pratique explicite de la violence et appel à « *faire taire* » physiquement. Toute parole publique qui échappe au contrôle du sociologue est considérée au mieux comme une naïveté, au pire comme une manipulation au profit de dominants. Le contradicteur est enfermé dans une alternative simple : la stupidité ou la mauvaise foi. Soit, il est idiot dans la mesure où il ne comprend pas ce qu'il fait ; soit c'est un « vendu » car il fait ce qu'il fait cyniquement dans le seul but de satisfaire ses intérêts (51).

Le sociologue radical monologue. Il parle pour dire qu'il faut se taire : « *Je pense qu'une partie de ce que j'écris est destinée à faire taire tout un tas de gens […]* » (52). Son académisme radical et la défense de sa position débouchent sur une violente hostilité à la démocratie. Il rencontre ici la tendance ancestrale à la paranoïa des milieux intellectuels. Ne pouvant régner sur le monde, l'intellectuel le fait entrer dans une « théorie ». Il crée un « empire de signes » qu'il maîtrise parfaitement et qu'il cherche à imposer comme le seul concevable (53). On peut supposer que la radicalisation de ce discours compense la déception éprouvée face aux luttes sociales et aux acteurs popu-

(49) Les journalistes, en suivant Alain Accardo, sont plus soumis à l'ordre dominant en raison de leur idiotie que de leurs intérêts : « *L'assentiment foncier des journalistes au monde environnant vient de ce que leur habitus bourgeois ou petit-bourgeois façonné par leur appartenance originelle à des milieux favorisés […] et par leur formation générale superficielle et lacunaire […] ne leur fournit guère de dispositions affectives ni de schèmes cognitifs qui pourraient favoriser spontanément un rapport non mystifié, tant soit peu scientifique ou même tout simplement critique, à la réalité qui les entoure.* » Alain Accardo, *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques* (1995, p. 44).

(50) Voir par exemple le site ACRIMED qui publie un article critique sur la critique faite par *Le Monde du livre* de Géraldine Muhlmann. Sur le même site, la polémique qui a opposé Philippe Val, rédacteur en chef de *Charlie hebdo* et le journal *PLPL*, journal qui pratique abondamment l'insulte personnelle et reprend explicitement la rhétorique de l'extrême-droite : Edwy Plenel y est appelé « *le roi du téléachat* », Alain Minc, le « *nabot malfaisant* », Jean-Marie Colombani, « *Raminagrobis* », Laurent Joffrin, « *Le mouchard* ». Le sociologue Cyril Lemieux déverse ses « *incontinences de mirliflore suceur de micro* », etc. L'attentat du 11 septembre 2001 est devenu le « *démontage des tours du World Trade Center* »…

(51) Pour Patrick Champagne, « *on ne sait* » si le désaccord exprimé par le sociologue Philippe Corcuff relève « *seulement* » de la « *malveillance* » ou plus « *banalement* » de la « *stupidité* ». Pour Pierre Bourdieu, les sociologues « *intellectuels-journalistes* » qui ont exprimé des désaccords lors du mouvement de décembre 1995 « *sont ou stupides ou malhonnêtes, ou les deux* ». Voir Patrick Champagne, « *Philippe Corcuff, critique "intelligent" de la critique des médias* » (2004) et Pierre Bourdieu, « Retour sur les grèves de décembre 1995 » (2002).

(52) Pierre Bourdieu, *Si le monde social…* (2002, p. 40). Bourdieu a souvent exprimé cette idée comme celle « *d'empêcher les autres de faire de la sociologie* ». Voir par exemple l'entretien à *Libération*, 11 février 1993.

(53) Christian Delacampagne (2000).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

laires : le vrai peuple est loin d'être le peuple réel. Le vrai peuple se nourrit de la science alors que le peuple réel regarde TF1. De façon classique, la radicalité des intellectuels vient se substituer à une action défaillante ou qui n'est pas à la hauteur de leurs espérances. Avec la disparition de la référence ouvrière, le sociologue radical ne peut appuyer ses analyses sur la « mission historique » d'une catégorie sociale. Il cherche alors à « enchanter » les luttes sociales de la « petite noblesse d'État », à les doter d'une signification « universelle » qu'il est le mieux à même de porter et de signifier puisqu'il ne la perçoit plus dans le prolétariat ou la classe ouvrière. L'académisme radical rencontre ainsi l'expérience sociale de l'intelligentsia précaire, et trouve par là un relais auprès de l'opinion éclairée. Sa dénonciation du « marché » et du « néo-libéralisme » rencontre les préoccupations statutaires et professionnelles d'une catégorie sociale attachée à un État républicain qui la protège et lui assure la possibilité de continuer ses activités. Son hostilité à la démocratie rejoint aussi les craintes d'un monde qui cherche à échapper à la « sanction » publique. La défense de « l'exception française » en matière de culture (assez curieusement elle n'est jamais évoquée quand il s'agit de la presse et de sa faible diffusion) et celle du service public illustrent abondamment la logique de ces professions qui revendiquent une sorte de garantie professionnelle apportée par l'État et qui s'identifient elles-mêmes à un universel qui n'est plus guère porté, comme autrefois, par le « peuple ».

Distance, critique et auto-apitoiement

Mais cette seule dimension sociale d'hostilité à la démocratie des intellectuels et des catégories moyennes liées à l'État ne suffit pas complètement à expliquer l'écho de l'académisme radical. Il faut chercher dans sa dimension antidémocratique elle-même les raisons de sa « force » proprement sociale, qui va bien au-delà du vecteur constitué par la lumpen-intelligentsia. En effet, l'académisme radical, dans son contenu même, fait des classes moyennes, ou du moins la partie d'entre-elles liée à l'État, les principales victimes du néo-libéralisme parce qu'elles seraient les vecteurs de « l'universel ». Un titre récent de l'hebdomadaire *Télérama* l'exprimait directement : « *Le prof, le chercheur, l'intermittent, les nouveaux parias de la société.* » (54). La pétition contre la « *guerre à l'intelligence* » mettait aussi au premier plan ces catégories sociales face à un gouvernement menant pourtant une des politiques antisociales les plus violentes depuis 1945. D'une certaine façon aussi, on peut lire l'ouvrage de Pierre Bourdieu *La misère du monde* (1993) dans les mêmes termes : il réussit à placer ces classes moyennes au même niveau que les catégories populaires. La souffrance du chef de projet ou de l'assistante sociale est équivalente à celle du jeune prolétaire ou du jeune immigré. Ils sont tous deux victimes du néo-libéralisme. Mieux, la victime de « classe moyenne » est déchargée de toute responsabilité et, parce qu'elle porte

(54) Voir le numéro du 14 février 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

l'universel, elle a en quelque sorte une priorité politique sur le monde populaire. Il s'agit d'abord de défendre le « service public », autrement dit, le salaire et le statut de l'assistante sociale avant le niveau de vie du jeune immigré à qui elle refuse ses 100 euros pour finir le mois (55).

Depuis longtemps, la littérature mais aussi la sociologie ont souligné la « *dépossession sentimentale* » des classes moyennes, c'est-à-dire la « dislocation affective » par laquelle leurs membres se sentent personnellement appauvris « culturellement et spirituellement » par la prospérité économique dont ils bénéficient. Au fur et à mesure que ces catégories sociales voient leur niveau de vie et de culture s'élever, les objets et les symboles qu'elles peuvent s'approprier se multiplient à l'infini. L'individu est alors déchiré entre tous les bénéfices qu'il peut tirer du marché et de l'élévation générale du niveau d'éducation et le sentiment de la dévalorisation rapide des objets et des signes, de son « capital culturel », sous l'effet de leur multiplication. La démocratisation dont il est le produit signifie aussi pour lui la « massification ». Il tombe au moment même où il monte. Ce qui fait de lui un individu unique est en même temps ce qui risque de le dissoudre dans l'anonymat et la banalité de la « masse ». Il en résulte un sentiment d'étrangeté, de perception de « soi » comme étant soi-même multiplié à l'infini. Le marché fait de moi un individu unique et banal en même temps. La démocratie me permet de m'individualiser mais elle me massifie. Du coup, l'individu des classes moyennes est en quelque sorte toujours à distance. Pour lui, il est absolument vital d'affirmer qu'il ne fait pas partie de la masse, qu'il échappe à ce processus tout en sachant qu'il en est prisonnier. Au fond, c'est bien parce qu'il en est le premier bénéficiaire, que l'individu de classe moyenne se sent la première victime du marché. Il ne se « révolte » donc pas tant contre la « rationalité économique », comme les ouvriers, qu'il s'oppose à la « démocratisation » par le marché des biens et des ressources, à la massification. Ses privilèges sont toujours menacés de se révéler des banalités s'ils se transforment en « marchandise ». Ils se désintègrent au moment où il s'en saisit s'ils se démocratisent. Il en résulte une double tendance à s'apitoyer sur soi-même tout en essayant de mettre à distance les autres.

Les bénéficiaires de la culture moderne se considèrent d'abord comme ses victimes plus ou moins secrètes et reconnues. Wright Mills ou David Riesman, mais aussi l'essayiste Vance Packard ou le psychanalyste Erich Fromm, ont insisté sur l'aliénation des cadres et des membres des classes moyennes (56). Le développement d'une culture « thérapeutique » abondamment notée aussi par la sociologie en est la conséquence directe. L'expérience

(55) Lecture revendiquée comme telle par P. Bourdieu : « *L'infériorité relative de ceux qui sont inférieurs parmi les supérieurs […] est ce qui définit les misères de position, irréductibles aux misères de condition, mais tout aussi réelles et profondes. Ces misères relatives ne sont pas relativisables […] La Révolution a été déclenchée par une révolte de la petite contre la grande noblesse.* », Entretien avec Sylvaine Pasquier, *L'Express,* 18 mars 1993, repris dans *Interventions* (2002). Pierre Bourdieu, *La misère du monde* (1993).

(56) Voir C. Wright Mills (1951), Vance Packard (1959), David Riesman (1969), Erich Fromm (1956). On peut ajouter à cette littérature le livre de Betty Friedan (1963).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

des classes moyennes a plus à voir avec l'auto-apitoiement individuel qu'avec la résistance à la culture capitaliste comme le souligne longuement Catherine Jurca (2001) (57). L'individu a le sentiment d'un marché de dupe, de s'être fait avoir. En conséquence, être membre des classes moyennes, c'est d'abord se définir comme une « victime » et s'apitoyer sur son sort. Principale victime de la logique du marché, il tend à considérer que la défense de son statut est une priorité. Mais en même temps, cette logique lui permet de se redéfinir positivement. Il est victime de la massification, de la multiplication des « gens comme lui », de l'homogénéité culturelle croissante. Du coup, en se vivant comme une victime, il peut revendiquer une spécificité individuelle, une originalité, une « supériorité » sur les autres puisque lui n'est pas dupe. Il n'est pas complètement comme les autres puisqu'il ne profite pas de ses privilèges, puisqu'il a conscience du vide de la consommation, de la massification qui existe derrière. Être membre des classes moyennes est aussi revendiquer de ne pas en être, de n'être pas comme les autres, d'échapper, comme le savant, aux déterminismes sociaux grâce à sa « lucidité ». Marcel Gauchet (2003) a bien noté ce processus. Il y voit une des expressions de l'approfondissement du processus d'individualisation. « L'identité de l'individu contemporain est critique. Se désolidariser fermement du monde tel qu'il va est l'une des façons courantes d'affirmer son existence individuelle. » Mais il s'agit plutôt là d'une forme d'identité de classe. Il s'agit bien de l'idéologie des classes moyennes. Peut-être plus que la sociologie, la littérature a bien montré cette double dimension d'auto-apitoiement et de distance critique qui est le propre de cette catégorie sociale. Dans son très beau roman sur la classe moyenne américaine, *The sportwriter,* Richard Ford (1999) met en scène un journaliste sportif, rempli de velléités littéraires mais sans illusions sur son véritable talent, menant sa vie dans sa banlieue, entre ses enfants, son ex-femme et sa maîtresse. Profitant de son confort, il s'en sent en même temps victime, incapable de l'abandonner pour mener une vie plus conforme à ce qu'il estime pouvoir être. Il regarde ses amis, qui tous ont une existence similaire et partagent avec lui le même sentiment : « De parfaits Babbitt, donc, même si nous en étions conscients dans une certaine mesure. » (58). Aucun d'entre eux ne peut « séparer le bonheur du désespoir », la satisfaction de l'ennui. Mais c'est bien le désespoir et l'ennui qui font sentir à chacun qu'il est une personne.

Cette logique identitaire des classes moyennes s'impose aujourd'hui largement dans notre société. L'émergence des « victimes » de tous ordres en est un signe. Elle est très présente par exemple chez les enseignants qui se sentent « victimes » du mépris d'un système dont ils savent tirer tous les bénéfices, qui défendent les principes d'égalité tout en validant par leurs demandes de mutations les inégalités et la discrimination scolaires. On la retrouve aussi dans le monde des journalistes. Une enquête menée en 1999 sur l'ensemble des journalistes de *Sud-Ouest* montrait la même dualité à l'œuvre : les journa-

(57) Voir Jackson Lears (1981).

(58) Voir l'analyse qu'en donne Catherine Jurca (2001).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

listes y affirmaient être victimes de ce qui leur permettait d'exercer leur métier. D'où un mélange d'auto-apitoiement et de critique violente du monde dans lequel ils vivent, notamment de leurs collègues (59). On la retrouve aussi abondamment chez les travailleurs sociaux ou dans d'autres catégories (60). Sur un plan politique, elle présente des bénéfices certains. Elle permet à ces catégories sociales d'assécher en quelque sorte la base revendicative du monde populaire et de s'arroger le monopole de l'espace public et de la représentation. Mais les luttes qui sont menées par ces catégories dans cette logique n'ont pas d'adversaire social. Elles ne sont pas de nature conflictuelle. Elles s'opposent à des « projets », à des « intentions », au « marché » et au « néo-libéralisme ». Elles visent à maintenir un statut tout en dénonçant un système. C'est pourquoi, elles sont largement marquées par une logique d'évitement et de concurrence. Dans une société de plus en plus riche, les possibilités de choix augmentent et les catégories sociales sont de moins en moins contraintes d'accepter d'entrer dans des conflits. Il est toujours possible « d'aller ailleurs » ou d'essayer de se mettre à l'abri.

L'académisme radical exprime très exactement les contours de cette logique sociale et politique des classes moyennes. Au-delà du relais qu'il peut trouver dans une lumpen-intelligentsia, il est une sorte d'exacerbation de l'idéologie de ces catégories sociales. Il en sanctifie l'auto-apitoiement tout en offrant la distance nécessaire à l'individuation et à l'affirmation de sa propre supériorité : être soi-même victime, et, parce que victime, critique, et être victime parce que l'on est critique. Cette logique est celle-là même qui définit le sociologue radical : victime parce qu'ayant du succès et ayant du succès par qu'il est victime ; paria parce qu'il n'est pas dupe d'un jeu dont il a tiré tous les bénéfices pratiques et symboliques et qu'il regarde du haut de sa « lucidité », mais en même temps consacré parce qu'il est paria… De cette façon, l'individu peut profiter des avantages liés à sa position tout en revendiquant de l'améliorer et il peut manifester sa distance au monde, prouvant ainsi sa supériorité, en étant sûr qu'il ne changera pas.

*
* *

Résumons. L'académisme radical repose sur l'identification à une « objectivité » externe à la société (incarnée par l'institution) et conduit, de façon classique, à une sorte d'élitisme : seule l'élite des « savants » accède à la lucidité qu'offrent la théorie et les valeurs universelles. Le savant doit donc démontrer qu'il échappe aux déterminismes sociaux qu'il peut repérer chez les autres. Il doit aussi affirmer en quoi les « dominés » ou les « petits » sont porteurs des valeurs universelles et du mouvement d'émancipation. Dès lors il

(59) Georges Felouzis et Didier Lapeyronnie (2000).

(60) Olivier Masclet (2003), dans une remarquable enquête dans une municipalité de la banlieue parisienne, montre bien comment la « petite noblesse d'État » a monopolisé progressivement l'espace politique, marginalisant les « militants » issus du monde populaire qui s'est trouvé progressivement affaibli.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

est conduit à monologuer et à faire de son « moi » le point d'articulation de la science et de la politique : il a réussi à s'affranchir du social pour mieux « épouser » la cause de l'universel. Il peut donc « montrer » aux dominés la véritable signification de leur action et, sous couvert de leur apporter le soutien de sa lucidité, enchanter ou universaliser leurs positions ou leurs revendications. Extrême objectivisme et extrême subjectivisme vont ici de pair. La conséquence est une analyse « apocalyptique » du monde social dans laquelle le « complot néo-libéral » impose souffrances et misères à la plus grande partie de la société au profit d'une petite minorité. Cette position, outre les bénéfices qu'elle permet, rencontre l'expérience sociale d'une « lumpen-intelligentsia » faite « d'intellos-précaires » ou « dominés », qui peuvent de la sorte universaliser leur position. Le radicalisme permet de résoudre la contradiction entre leur position « culturellement » privilégiée et leurs conditions de vie difficiles. Ils peuvent ainsi « absorber » les revendications égalitaires et mettre sur un même plan leur « misère » et la « souffrance » des plus démunis et des catégories sociales dominées. L'académisme radical se prolonge dans une vive hostilité à la démocratie, tantôt au nom de la science et de la nécessité de préserver la vérité de toute mise en débat, tantôt au nom du « vrai peuple » et de la nécessité de le préserver des manipulations destinées à lui faire absorber l'idéologie dominante. La logique anti-démocratique trouve une forte correspondance dans l'idéologie des classes moyennes et dans le mélange d'auto-apitoiement et de distance critique qui les caractérise. Tout cela s'inscrit dans un mouvement politique général où le radicalisme joue un double rôle : il exprime très directement la mainmise des classes moyennes liées à l'État sur l'univers revendicatif et leur capacité de faire taire les plus faibles, d'affaiblir les défenses des classes populaires (l'universel n'est plus porté par le prolétariat mais par la « petite noblesse d'État ») ; il exprime l'absence d'acteur social fort, la surenchère idéologique venant compenser la faiblesse de la contestation sociale tout en offrant l'absolution pour les logiques de mise à distance du monde « populaire ».

Finalement, en revendiquant une réflexivité supérieure, en croyant possible de s'affranchir du contexte social et en prétendant détenir l'unique vérité sur le monde social, le sociologue radical se leurre. Il ne perçoit pas combien son discours clos épouse l'idéologie particulière d'un ensemble de catégories sociales et combien sa logique du dévoilement a pour effet « d'universaliser » des intérêts qui restent particuliers. L'académisme radical est un signe, son soliloque est l'expression d'une conjoncture sociale : dans une société de plus en plus riche et inégale, où les conflits sociaux laissent la place à la conjonction de la mise à distance, de la défense statutaire et des problèmes sociaux, où les acteurs se dissolvent dans la consommation et l'identité, où les classes moyennes imposent leurs catégories normatives et écartent les plus démunis, avec qui les sociologues peuvent-ils parler ?

Didier LAPEYRONNIE

Département de sociologie
Université Victor Segalen-Bordeaux 2
3, place de la Victoire – 33000 Bordeaux

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

ANNEXE

Documentation utilisée

Cet article s'appuie sur deux ensembles de documents relevant de la sociologie et de l'action militante : les ouvrages de l'association *Raisons d'agir*, présidée par Frédéric Lebaron, complétés par quelques autres publications s'y rattachant explicitement (voir le site : raisonsdagir.org) ; les publications de l'association *Action Critique Médias* ainsi que le journal *PLPL* dont les promoteurs et les rédacteurs s'inscrivent dans la logique critique de la « sociologie radicale ».

1) La collection militante lancée par Pierre Bourdieu, *Raisons d'agir,* offre « *des petits livres très bon marché dans lesquels sont présentés les résultats de la recherche la plus avancée sur un problème politique, social, culturel important, avec, autant que possible, des propositions concrètes d'action* ». Cette collection a connu un succès médiatique et public très important et a été abondamment copiée. Les ventes de *Sur la télévision* (1996) ont « dépassé les 140 000 exemplaires » et celles des *Nouveaux chiens de garde* (1997) du journaliste Serge Halimi ont « atteint les 100 000 exemplaires en moins de six mois ». Les petits livres des Éditions du Croquant sont une « Collection de l'association Raisons d'agir ». Parmi l'ensemble de ces livres, nous n'avons retenu que ceux publiés par des sociologues et se réclamant de la sociologie.

Abélard, 2003. – *Universitas calamitatum : le livre noir des réformes universitaires,* Paris, Éditions du Croquant [Abélard est un collectif composé de Luigi Del Buono, Christophe Gaubert, Frédéric Lebaron, Frédéric Neyrat, Fabienne Pavis, Maryse Ramambason, Charles Soulié et Sylvie Tissot].

Bourdieu Pierre, 1996. – *Sur la télévision,* Paris, Raisons d'agir.

Bourdieu Pierre, 1998. – *Contre-feux,* Paris, Raisons d'agir.

Bourdieu Pierre, 2001. – *Contre-feux 2,* Paris, Raisons d'agir

Bourdieu Pierre, 2001. – *Science de la science et réflexivité,* Paris, Raisons d'agir.

Bourdieu Pierre, 2002. – *Si le monde social m'est supportable…*Paris, L'Aube.

Bourdieu Pierre, 2002. – *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique,* Marseille, Agone.

Bourdieu Pierre, 2004. – *Esquisse pour une auto-analyse,* Paris, Raisons d'agir.

Duval Julien, Gaubert Christophe, Lebaron Frédéric, Marchetti Dominique, Pavis Fabienne, 1998. – *Le « décembre » des intellectuels français,* Paris, Raisons d'agir.

Lebaron Frédéric, 2003. – *Le savant, le politique et la mondialisation,* Paris, Éditions du Croquant.

Poupeau Franck, 2003. – *Une sociologie d'État. L'école et ses experts en France,* Paris, Raisons d'agir.

Wacquant Loïc, 1999. – *Les prisons de la misère,* Paris, Raisons d'agir.

Pour compléter cet ensemble d'ouvrages, nous avons ajouté des articles, des articles de presse ou des entretiens ainsi que la thèse non publiée de Sylvie Tissot : *Réformer les quartiers. Enquête sociologique sur une catégorie de l'action publique* (Paris, EHESS, décembre 2002, dir. Christian Topalov) qui s'inscrit clairement dans cette logique militante et de critique académique « radicale ». Voir aussi dans le même esprit : Pierre Tévanian et Sylvie Tissot, *Mots à maux. Dictionnaire de la lepénisation des esprits,* Paris, Dagorno, 1998 et le site : *Les Mots Sont Importants*, LMSI.net, animé par ces deux auteurs. *Le Monde diplomatique* a publié de nombreux articles de tous ces auteurs. Voir par exemple dans le numéro de mai 2002 un article de Louis Pinto accusant Michael Walzer de défendre « l'idéologie impériale des US » ou dans le numéro de mai 2004, un article du collectif Abélard, « *Recettes pour une université plus mercantile* », et un article de Henri Maler « *Face à l'ordre médiatique* ».

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

D'autres publications ont été utilisées de manière complémentaire quand elles permettaient d'éclairer un point particulier.

Accardo Alain, 1995. – *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques,* Bordeaux, Le Mascaret.

Bourdieu Pierre (dir.), 1993. – *La misère du monde,* Paris, Le Seuil.

Bourdieu Pierre, 1993. – Entretien à *Libération*, 11 février.

Bourdieu Pierre, 1994. – « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales,* 101-102 [repris dans *Sur la télévision,* Paris, Raisons d'agir, 1996].

Bourdieu Pierre, 1997. – *Méditations pascaliennes,* Paris, Le Seuil.

Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, 1998. – « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales,* 121-122.

Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, 2000. – « La nouvelle vulgate planétaire », *Le Monde diplomatique,* mai.

Champagne Patrick, 2004. – « Philippe Corcuff, critique "intelligent" de la critique des médias », *ACRIMED*, 19 avril.

Wacquant Loïc, 2002. – « Scrutinizing the street : poverty, morality and the pitfalls of urban ethnography », *American journal of sociology, 107*, 6.

Wacquant Loïc, 2004. – « Critical thought as solvent of doxa », *Constellations, 11*, 1.

2) En ce qui concerne la critique radicale des médias, on pourra se reporter au site d'Action critique médias, ACRIMED, (www.acrimed.org) fondé à la suite des grèves de décembre 1995 par le sociologue Patrick Champagne et l'universitaire Henri Maler ainsi qu'au journal *Pour Lire, Pas Lu* [*PLPL*], dirigé par Pierre Rimbert et Serge Halimi, un des premiers auteurs de la collection Raisons d'agir. Le ton de cette dernière publication, l'usage d'une rhétorique empruntée à l'extrême-droite qui rappelle parfois la propagande antisémite de la fin du XIX^{e} ou des années vingt et trente (animalisation, mise en cause physique, accusations de corruption, sous-entendus, appels à la violence) ont suscité une violente polémique dans la presse. Les journaux de gauche et les sociologues sont les cibles favorites du journal : Pascal Perrineau y est appelé le « *baudet de science-po* », Michel Wieviorka, le « *caniche moustachu* ». Ils sont accusés de « *se gaver d'argent public* ». Zaki Laïdi y est surnommé « *demi-cervelet* ». Dans un article consacré aux « *ours savants du social-libéralisme* », le journal écrit : « *Le "comité scientifique" d'À gauche, en Europe, offre à* PLPL *l'occasion de clore en beauté sa trilogie de la corruption intellectuelle… Tous les conseillers de la gauche enfin rassemblés dans la même termitière ? Feu ! Feu ! Feu !* » (*PLPL*, février 2004, 18).

Pour donner une idée plus précise du ton du journal, on peut se reporter à l'éditorial du n^{o} 6, d'octobre 2001 :

« *Le Koursk a coulé. Ce mensuel infâme que ses deux derniers lecteurs Nicole Notat et Denis Kessler appelaient Le Monde des débats vient de déposer son bilan.* PLPL *triomphe. En février 2001,* PLPL *transmettait "d'avance ses condoléances aux familles des infortunés sous-mariniers du Koursk". En mai 2001,* PLPL *ajoutait : "Un de leurs journaux qui meurt, c'est un peu de notre liberté qui renaît." Notre renaissance ne fait que commencer : d'autres décès se préparent. Le Quotidien vespéral des marchés, le QVM dit* Le Monde*, criblé de dettes, est à son tour sous perfusion. Cette fois, les manigances du Nabot malfaisant Alain Minc, président du conseil de surveillance du QVM, risquent de ne pas suffire.* PLPL *peut l'annoncer : la prochaine entrée en Bourse du QVM lui tiendra lieu d'extrême onction.*

L'effondrement du marché publicitaire et des espoirs investis dans Internet laisse présager d'autres bonnes nouvelles de cet ordre.

Pour autant, les ennemis de la Sardonie ne sont pas tous anéantis. Les frappes contre le Pentagone et le World Trade Center ont d'ailleurs confirmé les théories sardones sur l'unanimisme des médias qui mentent, l'arrogance des patrons qui plastronnent et la servilité de la gauche qui capitule. Quelques heures après l'affaissement des tours où battait un peu du cœur du capitalisme mondial, des journalistes nous ont ordonné d'acheter des actions pour défendre "la démo-

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

cratie, le capitalisme" (CNN, 12.09.01). Les autres, qui avaient chanté la destruction de l'Irak et de son peuple comme "la guerre du monde civilisé contre les Arabes" (TF1), ont exigé que nous prenions le deuil. Pour une fois, la précision des "frappes" n'a pas enthousiasmé ceux qu'elle galvanise quand des Yougoslaves, des Soudanais ou des Panaméens en sont les victimes. Sur un marché de Lille, un journaliste de RMC errait désespéré à la recherche d'une poissonnière éplorée… »

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Anderson Elijah, 2002. – « The ideologically driven critique », *American journal of sociology, 107*, 6, pp. 1533-1550.

Avenel Cyprien, 1997. – « La question de l'*underclass* des deux côtés de l'Atlantique », *Sociologie du travail, 39,* 2, pp. 211-234.

Beaud Stéphane, Pialoux Michel, 2003. – *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses,* Paris, Fayard.

Bellanger André J., 1997. – *The ethics of Catholicism & the consecration of intellectual,* Montréal, McGill University Press.

Bourdieu Pierre, 1984. – *Homo academicus,* Paris, Éditions de Minuit.

Bouveresse Jacques, 2003. – *Bourdieu, savant et politique,* Paris, Agone.

Cingolani Patrick, 2003. – *La République, les sociologues et la question politique,* Paris, La Dispute.

Collins Randall, 1998. – *The sociology of philosophies. A global theory of intellectual change,* Cambridge, Harvard University Press.

Corcuff Philippe, 2004. – *Prises de tête, pour un autre monde,* Paris, Textuel.

Cusset François, 2003. – *French theory, Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis,* Paris, La Découverte.

Delacampagne Christian, 2000. – *Le philosophe et le tyran,* Paris, Presses Universitaires de France.

Dubet François, 1987. – *La galère, jeunes en survie,* Paris Fayard.

Elias Norbert, 1985. – *La société de cour,* Paris, Flammarion.

Felouzis Georges, Lapeyronnie Didier, 2000. – *Journalistes au travail,* rapport d'enquête, Bordeaux, LAPSAC, Université de Bordeaux II.

Ford Richard, 1999. – *Un week-end dans le Michigan,* Paris, Le Seuil.

Friedan Betty, 1963. – *The feminine mystique,* New York, W. W. Norton.

Fromm Erich, 1956. – *Société aliénée et société saine, du capitalisme au socialisme humaniste. Psychanalyse de la société contemporaine,* Paris, Le Courrier du Livre.

Gans Herbert J., 1967. – *The levittowners, way of life and politics in a new suburban community,* New York, Columbia University Press.

Gauchet Marcel, 2003. – *La condition historique,* Paris, Stock.

Genet Jean, 1991. – *L'ennemi déclaré, textes et entretiens,* Paris, Gallimard.

Gouldner Alvin W., 1970. – *The coming crisis of western sociology,* New York, Basic Books.

Jurca Catherine, 2001. – *White diaspora. The suburbs and the twentieth-century American novel,* Princeton, Princeton University Press.

Katz Michael B., 1997. – « Comment on Loïc J. D. Wacquant "Three pernicious premises in the study of the American ghetto" », *International journal of urban and regional research, 21*, 2, pp. 354-356.

Lasch Christopher, 1965. – *The new radicalism in America, 1889-1963, the intellectual as a social type,* New York, Vintage.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys

Latarjet Bernard, 2004. – *Pour un débat national sur l'avenir du spectacle vivant, compte rendu de mission,* Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, avril.

Lears Jackson, 1981. – *No place of grace : antimodernism and the transformation of American culture, 1880-1920,* New York, Pantheon Books.

Masclet Olivier, 2003. – *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué,* Paris, La Dispute.

Merleau-Ponty Maurice, 1955. – *Les aventures de la dialectique,* Paris, Gallimard.

Merton Robert K., 1976. – « Structural analysis in sociology » dans **Peter Blau** (ed.), *Approaches to the study of social structure,* London, Open Books.

Mills C. Wright, 1951. – *White collar, the American middle class,* New York, Oxford University Press.

Muhlmann Géraldine, 2004. – *Du journalisme en démocratie,* Paris, Payot.

Newman Katherine, 2002**.** – « No shame : the view from the left bank », *American journal of sociology, 107*, 6, pp. 1577-1599.

Packard Vance, 1959. – *The status seekers,* New York, David McKay.

Rambach Anne, Rambach Martine, 2001. – *Les intellos précaires,* Paris, Fayard.

Raynaud Philippe, 1999. – « Les nouvelles radicalités », *Notes de la Fondation Saint-Simon,* avril-mai.

Riesman David, 1969. – *L'abondance, à quoi bon ?* Paris, R. Laffont.

Rorty Richard, 1998. – *Achieving our country. Leftist thought in twentieth-century America,* Cambridge, Harvard University Press.

Sartre Jean-Paul, 1972. – « Plaidoyer pour les intellectuels », *Situations, VIII,* Paris, Gallimard.

Sennett Richard, 1979. – *Les tyrannies de l'intimité,* Paris, Le Seuil.

Sommier Isabelle, 2003. – *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation,* Paris, Flammarion.

Thompson Edward Palmer, 1978. – *The poverty of theory & other essays,* London, Merlin.

Touraine Alain, 1968. – *Le communisme utopique,* Paris, Le Seuil.

Walzer Michael, 1996. – *La critique sociale au XX^e^ siècle, solitude et solidarité*, Paris, Metailié.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 109.218.110.231 - 21/06/2018 17h00. © Editions Technip & Ophrys